

[Text]

With regard to the NATO commitment, which was taken first at a meeting in London in 1977 and subsequently reconfirmed at a heads of government meeting, that 3 per cent is what we are working on now and into the future. We have decided to apply that addition of 3 per cent in a little different way than we had in the past, from 1975 to 1980. Instead of having the capital grow at 12 per cent real growth, we are now having it grow at 10 per cent real growth, because we know that in the personnel operating and maintenance area there is a need for real growth. So we are allowing it to grow at quite a modest rate. It is one per cent real growth in that area, but the overall envelope is 3 per cent.

Senator van Roggen: In answering that question so thoroughly, you have answered my next question. From reading the newspapers, I gather that the U.S. Congress somehow has to pass a special act when it raises the wage scales of the U.S. Armed Forces. Am I correct in saying that in our case it is interdepartmental? You have your envelope and you can make your own judgment as to whether you should raise people's pay rather than buy a tank?

Gen Withers: We can make recommendations to the Treasury Board, but our rates have to be approved by the Treasury Board. In that regard, there is a joint committee of our own officials and those of the Treasury Board, and using a rather complicated system of bench marks that cover some 52 trades and professions, and a further bench mark by rank of people in the Armed Forces, we end up reaching a settlement that is a combination of all the factors to arrive at what the compensation for members of the forces will be.

Senator van Roggen: Getting back to equipment, can you give me a rough estimate of the percentage of your budget that goes to equipment, including R & D, as opposed to ordinary maintenance and wages?

Gen Withers: In this particular fiscal year, it is slightly over 20 per cent—20-point something. I cannot recall the precise figure. We appreciate that we have to head for a higher percentage. Whereas, say, five years ago 20 per cent was an adequate figure to sustain a modern military force, today in the West we consider it is not, and we have to head for something in excess of 25 per cent—somewhere between 25 and 30 per cent.

Senator van Roggen: Particularly to look after your new equipment—your purchases such as the new aircraft you have ordered, and so on.

Mr. Chairman, I do not want to monopolize the time. I am not sure whether today is the right time to get into my remaining question. I did not hear peacekeeping mentioned in the briefing. Perhaps it was mentioned while I was out.

The Chairman: We will have a special session on that.

Senator van Roggen: Mr. Chairman, I should like to make an observation, as much as ask a question. If either of our witnesses can comment on it, I would appreciate it. I appreci-

[Traduction]

En ce qui concerne les engagements de l'OTAN, pris à la conférence de Londres de 1977, puis confirmés lors d'une réunion des chefs de gouvernement, nous nous en tiendrons à l'avenir à ce chiffre de 3 p. 100. Nous avons décidé d'appliquer cette augmentation de 3 p. 100 d'une façon un peu différente de ce qui s'est passé depuis 1975. Au lieu de prévoir une augmentation réelle de 12 p. 100 des capitaux, nous allons avoir une croissance réelle de 10 p. 100, car nous savons qu'une croissance réelle est indispensable dans les coûts d'exploitation relatifs au personnel et dans le secteur de l'entretien. Nous allons donc prévoir une croissance tout à fait modeste, puisqu'elle sera de 1 p. 100, mais l'augmentation globale est de 3 p. 100.

Le sénateur van Roggen: En répondant à cette première question de façon aussi complète, vous avez également répondu à la question que je voulais poser ensuite. A la lecture de la presse, j'ai cru comprendre que le Congrès américain devait adopter une loi spéciale lorsqu'il veut augmenter l'échelle des soldes des forces armées américaines. Si je ne m'abuse, dans notre cas, il s'agit d'une décision interministérielle. Vous disposez de votre enveloppe budgétaire, et c'est à vous de savoir si vous pouvez augmenter les soldes plutôt que d'acheter des blindés, par exemple.

Gen Withers: Nous pouvons faire des recommandations au Conseil du Trésor, mais nos taux de rémunération doivent être approuvés par lui. A cet égard, il existe un comité mixte composé de fonctionnaires de notre ministère et du Conseil du Trésor; grâce à un système assez compliqué de points de référence correspondant à environ 52 spécialisations et auxquels s'ajoute un point par grade, nous obtenons un résultat qui combine tous ces facteurs et qui correspond à la rémunération des membres des forces armées.

Le sénateur van Roggen: Pour en revenir au matériel, pouvez-vous me dire approximativement quel pourcentage de votre budget y correspond, recherche et développement y compris, par rapport à l'entretien ordinaire et aux salaires?

Gen Withers: Pour l'année financière actuelle, le matériel représente un peu plus de 20 p. 100 du budget. Je ne me souviens pas exactement du chiffre. Nous savons qu'il faudrait élever ce pourcentage. Il y a cinq ans, 20 p. 100 du budget consacré au matériel suffisaient aux besoins d'une armée moderne, alors qu'aujourd'hui, dans le monde occidental, on considère que ce n'est pas suffisant, et nous devrions y consacrer plus de 25 p. 100, sans doute de 25 à 30 p. 100.

Le sénateur van Roggen: En effet, notamment à cause du nouveau matériel, des nouveaux achats comme les avions que vous avez commandés, et ainsi de suite.

Monsieur le président, je ne voudrais pas monopoliser le temps de parole. Je ne sais pas s'il est opportun de poser aujourd'hui ma dernière question. Je ne pense pas qu'on ait parlé aujourd'hui du maintien de la paix. Peut-être l'a-t-on fait pendant que j'étais sorti.

Le président: Nous y consacrerons une séance particulière.

Le sénateur van Roggen: Monsieur le président, je voudrais faire une remarque plutôt que de poser une question. Si l'un de nos témoins peut nous dire ce qu'il en pense, j'en serais très